

Extrait du Université Populaire de Toulouse

<http://universitepopulaireretoulouse.fr/spip.php?article574>

Interview de Jean-Baptiste COMBY

- Université Populaire de Toulouse - Thématiques - Ecologie & Politique -



Date de mise en ligne : mercredi 6 janvier 2016

Jean-Baptiste Comby

La question climatique

Genèse et dépolitisation
d'un problème public

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés



Jean-Baptiste COMBY, invité par l'Université Populaire de Toulouse, sera à Toulouse le 14 janvier à 20h30 à la bourse du travail. Nous reproduisons ci dessous un interview qu'il avait donné au Nouvel Obs le 26 novembre 2015, également un lien pour écouter et voir une émission qui traite des médias et question climatique

Votre ouvrage analyse la montée en puissance de la question climatique dans les médias généralistes depuis la grande conférence de Kyoto, en 1997. Comment avez-vous travaillé et qu'avez-vous découvert ?

Jean-Baptiste Comby. *J'ai regardé et analysé les sujets consacrés aux enjeux climatiques des journaux télévisés du soir de TF1 et France 2 entre 1997 et 2006, soit 663 sujets. J'ai également examiné les campagnes de communication des agences publiques, notamment l'ADEME, et de façon moins systématique les articles consacrés à la question par la presse quotidienne nationale, notamment lors de la ratification du protocole de Kyoto en 2005, ou encore les nombreux documentaires, débats ou docu-fictions diffusés entre 2005 et 2008.*

J'ai également réalisé des entretiens avec une quarantaine de journalistes chargés de la rubrique « environnement » ainsi qu'avec une trentaine de leurs « sources » (scientifiques, militants, fonctionnaires, etc.). Il se dégage de ce corpus que, si la question du climat occupe une place de plus en plus importante dans le débat médiatique au cours des années 2000, la présentation qui en est faite connaît une torsion significative : l'accent est mis sur les conséquences de l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, beaucoup moins sur ses causes. Plus les journalistes traitent la question climatique, plus ils contribuent à la dépolitiser.

Pouvez-vous donner des exemples ?

Les sujets télévisés que j'ai analysés se servent d'effets esthétiques assez répétitifs : le soleil qui brille, la tempête, le symbole du thermomètre, le contraste bleu/rouge qui représente le froid et le chaud. Du reste, on parle de « réchauffement climatique », comme si le seul enjeu était la température, alors qu'on devrait parler de « changements climatiques », puisque seront également altérés les régimes pluviométriques, la dynamique des courants marins ou des vents, etc.

Une autre expression consacrée attribue la responsabilité du dérèglement aux « activités humaines », comme si toutes les activités polluaient de façon équivalente. Enfin, très majoritairement, ces reportages incitent plus ou moins explicitement les citoyens à changer leurs comportements, relayant à leur manière la politique de l'Etat (crédits d'impôt, prêts à taux zéro, etc.). On tient un discours de morale individuelle. Toute cette grammaire évacue la question de savoir quelles décisions politiques et mécanismes économiques sont à l'origine d'activités polluantes.

En quoi cela dépolitise-t-il la question climatique ?

Dépolitiser, c'est passer sous silence les causes collectives et structurelles de la pollution : l'aménagement des villes et des transports, l'organisation du travail, le fonctionnement de l'agriculture, le commerce international, l'extension infinie du marché. La politique, c'est l'organisation de la vie collective, le choix de nos valeurs, le mode de répartition de la richesse, etc.

Or, le discours actuel revient à placer la question de l'environnement en dehors de ce champ de discussion. Certes, les discours officiels préparatoires à la COP21 en appellent à une transformation des sociétés pour les « dé-carboner ». Mais si l'énoncé est politique, aucun de ces mots d'ordre ne jugent nécessaire d'interroger l'emprise croissante des logiques marchandes qui sont désormais au principe de la vie sociale. En somme, on nous propose de changer de société... sans modifier les structures sociales !

Au fond, politiser, ce serait montrer le lien entre le changement climatique et le capitalisme.

Comment faire face au changement climatique sans changer de modèle économique ? Pour « digérer » la crise écologique et faire croire qu'un « capitalisme vert » est possible, plusieurs logiques sont mobilisées : l'innovation technique, le recours au marché (par la création des droits à polluer) ou encore la militarisation de l'accès aux ressources naturelles. Dans mon livre, je m'intéresse plus particulièrement à une quatrième tendance, qui consiste à dépeindre la question environnementale comme un problème de morale individuelle.

Il reviendrait à chacun de nous de sauver la planète en changeant son comportement. Or c'est plutôt en imaginant et en luttant pour d'autres organisations sociales que nous rendrons possible l'adoption durable de styles de vie à la fois moins inégaux et plus respectueux des écosystèmes naturels.

Pourtant, n'est-il pas exact que nous sommes tous un peu responsables de notre environnement ?

On retrouve à propos de l'environnement le schéma du discours néolibéral : il n'existerait que des individus agissant rationnellement et vivant comme en apesanteur du social. Séparer ainsi l'individu du collectif n'a aucun sens et finit par déformer la réalité.

Par exemple, au milieu des années 2000, le ministère de l'Environnement a mis en avant une affirmation clairement discutable : « Les ménages sont responsables de 50% des émissions de gaz à effet de serre. » Ce chiffre a été fabriqué à partir d'une statistique qui calcule la part des grands secteurs producteurs de CO2 : énergie, industrie manufacturière, agriculture, résidentiel-tertiaire, transport routier, autres transports, etc. L'astuce consiste à attribuer aux ménages toutes les émissions de CO2 qui ne viennent pas de l'énergie, de l'industrie et de l'agriculture. Ce qui revient à oublier que les avions et les trains transportent d'abord des hommes d'affaires ; que les camions sont en général affrétés par les entreprises ; que les déchets sont fabriqués par l'industrie...

Surtout, en parlant des « ménages » en général, cette statistique laisse entendre que tous les individus ont la même part de responsabilité. Or, un riche pollue généralement plus qu'un pauvre. Il n'est pas juste de mettre sur un pied d'égalité un cadre de direction qui possède deux voitures et prend l'avion trois fois par mois et une personne touchant le RSA qui circule principalement en bus. Un tel discours occulte les inégalités sociales.

Que sait-on sur les inégalités sociales d'émissions de CO2 ?

Les statisticiens commencent tout juste à construire des outils pour les mesurer rigoureusement. Une étude réalisée en 2010 par François Lengart montre qu'un ouvrier produit 5 tonnes de CO2 par an et un cadre 8,1. Début octobre, les économistes Lucas Chancel et Thomas Piketty ont publié une étude qui montre que les 10% d'individus les plus polluants au niveau mondial (c'est-à-dire les classes moyennes et supérieures des pays industrialisés et les classes supérieures des pays émergents), émettent 50% des gaz à effet de serre, tandis que les 50% les moins polluants n'en produisent que 10%. Mais il y a encore beaucoup de travail pour évaluer et expliquer de façon scientifique la contribution des groupes sociaux à la dégradation de l'environnement.

Pour autant, n'allons-nous pas devoir en effet changer nos comportements, y compris sur un plan individuel ? Ces messages permettent peut-être d'amorcer une prise de conscience ?

Dans mon travail, j'ai aussi mené des entretiens collectifs et analysé des données statistiques pour étudier comment les personnes, en fonction de leurs milieux sociaux, pensent, discutent et se comportent vis-à-vis de ces enjeux. Cela permet de comprendre le paradoxe suivant : si les classes supérieures sont les plus disposées à faire valoir leur attitude « eco friendly », ce sont aussi elles qui tendent à polluer le plus. Partageant les valeurs véhiculées par les campagnes de « sensibilisation », elles seront plus facilement portées à mettre en oeuvre une bonne conscience écologique en triant leurs déchets ou en fermant le robinet.

Mais ces quelques gestes et ce verdissement partiel de leur quotidien, dont elles peuvent tirer une certaine reconnaissance sociale, ne remettront pas en cause leur mode de vie et elles continueront à polluer plus qu'un ouvrier. Et l'on remarquera que la morale écocitoyenne, si prompte à nous dire qu'il faut éteindre la lumière, s'abstient de dévaloriser par exemple le fait de rouler en 4x4 en ville, un comportement pourtant très énergivore.

Tout cela explique, du reste, l'agacement de plus en plus vif suscité par ces injonctions écocitoyennes : on nous vend comme une morale universelle ce qui n'est qu'une morale de classe. Dans mes entretiens, je constate que de nombreuses personnes, plutôt au sein des milieux populaires, démasquent intuitivement cette hypocrisie.

Source : [Nouvel Obs.](#)

[Vidéo](#)